

RCS : EVRY
Code greffe : 7801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de EVRY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 03528
Numéro SIREN : 821 935 665
Nom ou dénomination : 3J ELEC SAS

Ce dépôt a été enregistré le 20/11/2020 sous le numéro de dépôt 19485

3J ELEC SAS
Société par actions simplifiée au capital de 10.000 euros
Siège social : 108, avenue Roger Salengro – 91600 Savigny-sur-Orge
821 935 665 RCS Evry

20 NOV. 2020

Numéro :

19485

PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE
EN DATE DU 9 OCTOBRE 2020

L'an deux mille vingt,
Le 9 octobre,
Au siège social de la Société,

Monsieur Nabile JAMOU, né le 11 mars 1980 à Thionville, de nationalité française, domicilié au 8, boucle des Demoiselles – 91100 Villabé ;

Associé unique (ci-après dénommé l'« **Associé Unique** ») de la société **3J ELEC SAS**, société par actions simplifiée au capital de 10.000 euros, dont le siège social est situé au 108 avenue Roger Salengro – 91600 Savigny-sur-Orge, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Evry sous le numéro 821 935 665 (ci-après dénommée la « **Société** »),

A adopté les décisions suivantes :

PREMIÈRE DÉCISION
Transfert du siège social

L'Associé Unique indique que le siège social de la Société est actuellement fixé au 108, avenue Roger Salengro – 91600 Savigny-sur-Orge.

Afin de développer l'activité de la Société, l'Associé Unique souhaite disposer d'un bureau afin de pouvoir accueillir la clientèle et y installer un showroom lui permettant de présenter le travail effectué par la Société, ainsi que le matériel et les fournitures utilisés.

Après recherches, l'Associé Unique a visité les locaux dépendant de l'immeuble sis au 83, avenue Roger Salengro à Savigny-sur-Orge (91600), qui répondent parfaitement à ce projet.

En conséquence, l'Associé Unique décide de transférer le siège social de la Société au 83, avenue Roger Salengro – 91600 Savigny-sur-Orge.

Cette décision prend effet à compter de la date des présentes.

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

DEUXIÈME DÉCISION
Modification des statuts de la Société suite au transfert du siège social

Suite à l'adoption de la décision précédente, l'Associé Unique décide de modifier l'article 4 des statuts de la Société, qui sera désormais rédigé comme suit :

JN

« Article 4 : Siège social

Le siège social est fixé au 83, avenue Roger Salengro – 91600 Savigny-sur-Orge.

Il peut être transféré en vertu d'une décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de la collectivité des associés ».

L'Associé Unique décide également de modifier la première page des statuts de la Société afin d'y faire figurer la nouvelle adresse du siège social de la Société.

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

TROISIÈME DÉCISION
Mise à jour des statuts de la Société

Le 26 octobre 2017, Monsieur Samir BELHOUT a cédé à Monsieur Nabile JAMOU, l'intégralité de sa participation dans le capital de la Société, soit cinq mille (5.000) actions, représentant cinquante pour cent (50%) du capital et des droits de vote de la Société. Suite à cette cession, l'Associé Unique décide de modifier les statuts de la Société, afin de les mettre en conformité avec la nouvelle répartition du capital social.

Les comparutions des statuts de la Société étaient anciennement rédigées de la façon suivante :

« LES SOUSSIGNÉS :

Monsieur Nabile JAMOU, né le 11 mars 1980 à Thionville (57), de nationalité française, résidant au 8, boucle des Demoiselles – 91100 Villabé,

Monsieur Samir BELHOUT, né le 28 mars 1984 à Juvisy-sur-Orge (91), de nationalité française, résidant au 8, avenue Guillaumet – 91170 Viry-Châtillon,

Ont décidé de constituer ainsi qu'il suit une société par actions simplifiée (la « Société »). »

Les comparutions des statuts de la Société sont désormais rédigées de la façon suivante :

« LE SOUSSIGNÉ :

Monsieur Nabile JAMOU, né le 11 mars 1980 à Thionville (57), de nationalité française, résidant au 8, boucle des Demoiselles – 91100 Villabé,

Associé unique de la présente société par actions simplifiée (la « Société »). »

L'article 7 des statuts de la Société était anciennement rédigé de la façon suivante :

« Article 7 – CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de dix mille (10.000) euros. Il est divisé en dix mille (10.000) actions, d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune, entièrement souscrites, numérotées de 1 à 10.000 et attribuées aux associés de la façon suivante :

JN

- cinq mille (5.000) actions à Monsieur Nabile JAMOU, numérotées de 1 à 5.000 ;
- cinq mille (5.000) actions à Monsieur Samir BELHOUT, numérotées de 5.001 à 10.000.

Messieurs Nabile JAMOU et Samir BELHOUT déclarent avoir libéré le capital souscrit en intégralité, à la date de la constitution de la Société, à hauteur de dix mille (10.000) euros.

Par acte en date du 26 octobre 2017, Monsieur Samir BELHOUT a cédé à Monsieur Nabile JAMOU l'intégralité de la participation qu'il détient dans le capital de la Société, soit cinq mille (5.000) actions représentant cinquante pour cent (50 %) du capital et des droits de vote de la Société.

En conséquence de ladite cession, Monsieur Nabile JAMOU détient désormais l'intégralité du capital et des droits de vote de la Société, et en est donc l'associé unique. »

L'article 7 des statuts de la Société est désormais rédigé de la façon suivante :

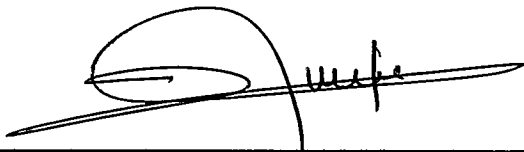
« Article 7 – **CAPITAL**

Le capital social est fixé à la somme de dix mille (10.000) euros. Il est divisé en dix mille (10.000) actions, d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune, entièrement souscrites, numérotées de 1 à 10.000 et attribuées en intégralité à Monsieur Nabile JAMOU.

Monsieur Nabile JAMOU déclare que le capital souscrit a été libéré en intégralité, à la date de la constitution de la Société, à hauteur de dix mille (10.000) euros. »

Les autres articles des statuts de la Société demeurent inchangés.

De tout ce qui est exposé ci-dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par l'Associé Unique, et reporté sur le registre prévu à cet effet.



Monsieur Nabile JAMOU

3J ELEC SAS

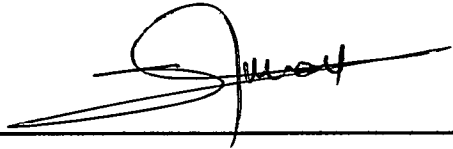
Société par actions simplifiée au capital de 10.000 euros

Siège social : 83, avenue Roger Salengro – 91600 Savigny-sur-Orge

821 935 665 RCS Evry

STATUTS

Modifiés suite aux décisions de l'Associé Unique en date du 9 octobre 2020



**Certifiés conformes par le Président, Monsieur
Nabile JAMOU**

LE SOUSSIGNÉ :

Monsieur Nabile JAMOU, né le 11 mars 1980 à Thionville (57), de nationalité française, résidant au 8, boucle des Demoiselles – 91100 Villabé,

Associé unique de la présente société par actions simplifiée (la « Société »).

TITRE I

FORME – DÉNOMINATION – OBJET – SIÈGE SOCIAL – DURÉE

Article 1 - FORME SOCIALE

- 1.1. La Société a la forme sociale d'une société par actions simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et en particulier par les dispositions des articles L. 227-1 et suivants du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.
- 1.2. La Société fonctionne indifféremment sous la même forme sociale avec un ou plusieurs associés. Lorsque la Société ne comporte qu'un associé unique, les prérogatives revenant aux associés aux termes des statuts sont exercées par l'associé unique.

Article 2 - DÉNOMINATION SOCIALE

- 2.1. La dénomination sociale de la Société est : **3J ELEC SAS**.
- 2.2. Tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS », et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 3 - OBJET SOCIAL

La Société a pour objet tant en France qu'à l'étranger :

- i. la réalisation de tous travaux d'électricité, y compris dans le domaine domestique, industriel ou tertiaire, la réalisation de tous travaux de câblage réseaux informatiques, de câblage réseaux téléphoniques, de fibre optique, de vidéo surveillance, de domotique et de dépannage dans ces secteurs, aussi bien à l'égard des particuliers et des professionnels, et plus largement tous types de travaux de rénovation et de réparation ;
- ii. la prise de participations dans toute société ayant un objet semblable ou complémentaire ;
- iii. la mise en œuvre de toutes les actions nécessaires, qu'elles soient accessoires ou essentielles à chacune des activités susmentionnées ;
- iv. et plus généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières ou mobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

Article 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 83, avenue Roger Salengro – 91600 Savigny-sur-Orge.

Il peut être transféré en vertu d'une décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de la collectivité des associés.

Article 5 - DURÉE

La Société a une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE II **CAPITAL - ACTIONS**

Article 6 - APPORTS

A la constitution, les associés ont effectué un apport en numéraire de dix mille (10.000) euros, chacun pour moitié, formant l'intégralité du capital social de la Société.

Cette somme de 10.000 euros a été versée par les souscripteurs à la banque BNP PARIBAS située au 43, avenue Henri Dunant – 91600 Savigny-sur-Orge, sur un compte ouvert au nom de la Société en formation, ainsi que le constate le certificat du dépositaire délivré par ladite banque préalablement à la signature des présentes.

Article 7 - CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de dix mille (10.000) euros. Il est divisé en dix mille (10.000) actions, d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune, entièrement souscrites, numérotées de 1 à 10.000 et attribuées en intégralité à Monsieur Nabile JAMOU.

Monsieur Nabile JAMOU déclare que le capital souscrit a été libéré en intégralité, à la date de la constitution de la Société, à hauteur de dix mille (10.000) euros.

Article 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires applicables, ainsi que par les présents statuts.

Article 9 - FORME DES ACTIONS

9.1. Les actions sont obligatoirement nominatives.

9.2. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'entre elles.

- 9.3. La propriété des actions résulte de l'inscription à un compte individuel d'associé ouvert par la Société au nom de chaque associé dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
- 9.4. Les changements dans la propriété des actions et le nantissement des actions sont inscrits dans l'ordre chronologique sur le registre des mouvements de titres et les comptes individuels d'associés tenus par la Société.
- 9.5. Les attestations d'inscription en compte sont valablement signées par le Président ou par toute autre personne ayant reçu délégation du Président à cet effet.

Article 10 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

- 10.1. Toute action donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices et du *boni* de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.
- 10.2. Les associés ne sont tenus, y compris à l'égard des tiers, qu'à concurrence du montant de leurs apports.
- 10.3. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts. Les droits et obligations attachés à une action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

Article 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

- 11.1. Les actions de la Société sont librement négociables.
- 11.2. Les cessions d'actions sont réalisées conformément aux dispositions des lois et règlements en vigueur. Leur transmission s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un virement de compte à compte, sur production d'un ordre de mouvement.
- 11.3. L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant.
- 11.4. Les mouvements de titres sont inscrits sur un registre dénommé « registre des mouvements de titres » et tenu chronologiquement, sous la responsabilité du Président.

TITRE III **ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ**

Article 12 - PRÉSIDENT

12.1. Nomination et révocation du Président

- 12.1.1. La Société est représentée, dirigée et administrée par un président, personne physique ou morale, associé ou non de la Société (le « **Président** »).

12.1.2. La personne morale exerçant les fonctions de Président est représentée au sein de la Société par son représentant légal. Les dirigeants de la personne morale exerçant les fonctions de Président sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

12.1.3. Le Président est nommé sur décision prise par l'associé unique ou, le cas échéant, par la collectivité des associés, à l'unanimité, pour une durée indéterminée.

12.1.4. Les fonctions de Président prennent fin par :

- i. démission, sous réserve de respecter un préavis d'une durée minimale de trente (30) jours, lequel pourra être réduit sur décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de la collectivité des associés statuant à l'unanimité ;
- ii. révocation à tout moment, de manière discrétionnaire et sans qu'il soit nécessaire d'invoquer un quelconque motif, par décision prise par l'associé unique ou, le cas échéant, par la collectivité des associés à l'unanimité.

12.1.5. Les fonctions de Président pourront donner lieu à rémunération, sur décision prise par l'associé unique ou, le cas échéant, par la collectivité des associés, de manière discrétionnaire. Le Président pourra, en outre, obtenir remboursement des dépenses effectuées dans le cadre de sa mission, pour le compte de la Société, sur présentation des justificatifs.

12.2. Pouvoirs du Président

12.2.1. Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

12.2.2. Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

12.2.3. Dans les rapports avec les associés, le Président peut accomplir tous les actes de gestion conformes à l'intérêt de la Société, sous réserve des pouvoirs accordés par la loi et les présents statuts à l'associé unique ou, le cas échéant, à la collectivité des associés.

12.2.4. Le Président peut, sous sa responsabilité, déléguer les pouvoirs qu'il juge opportuns, et constituer tous mandataires spéciaux et temporaires.

Article 13 - DIRECTEUR GÉNÉRAL

La Société peut être représentée, dirigée et administrée par un ou plusieurs Directeurs Généraux, personnes physiques ou morales, associés ou non de la Société.

Les dispositions de l'article 12 ci-dessus, applicables au Président, s'appliqueraient alors *mutatis mutandis* au (x) Directeur (s) Général (aux).

Article 14 - DÉCISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES

14.1. Nature des décisions soumises à l'associé unique ou aux associés

14.1.1. Les décisions suivantes doivent être adoptées par l'associé unique ou, le cas échéant, par la collectivité des associés statuant à la majorité des deux tiers (2/3) :

- i. l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital ;
- ii. l'émission de toutes valeurs mobilières ;
- iii. la fusion ou la scission de la Société, ainsi que l'apport partiel d'actifs ;
- iv. la transformation de la Société en une société d'une autre forme ;
- v. la nomination et la révocation des commissaires aux comptes de la Société ;
- vi. l'approbation des comptes annuels, l'affectation des résultats de la Société et la distribution des dividendes ;
- vii. la nomination, le renouvellement et la révocation du Président, ainsi que la détermination du montant de sa rémunération, le cas échéant ;
- viii. l'approbation des conventions entrant dans le champ d'application de l'article L. 227-10 du Code de commerce ;
- ix. toute modification statutaire, à l'exception de l'adoption ou de la modification des clauses statutaires mentionnées à l'article 14.1.2 des présents statuts ;
- x. la prorogation de la durée de la Société ; et
- xi. la dissolution de la Société, la nomination du liquidateur et la liquidation.

14.1.2. Toute adoption ou modification de clauses statutaires visées aux articles L. 227-13, L. 227-14, L. 227-16 et L. 227-17 du Code de commerce requiert l'unanimité des associés.

14.2. Modalités de prise de décisions de l'associé unique ou des associés

Les décisions de l'associé unique ou, le cas échéant, de la collectivité des associés résultent, au choix du Président, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite. La volonté de l'associé unique ou, le cas échéant, de la collectivités des associés peut aussi être constatée dans un acte si elle est unanime.

14.2.1. Assemblée générale

14.2.1.1. Convocation

Toute assemblée générale peut être convoquée par le Président.

Le Président convoque les associés par tous moyens, en ce compris par lettre simple, par lettre recommandée avec accusé de réception, par télécopie ou encore par courrier électronique au minimum cinq (5) jours calendaires avant la date de l'assemblée, en indiquant l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée.

14.2.1.2. Quorum

Toute décision relevant de la compétence de la collectivité des associés ne sera valablement prise que si (i) sur première convocation, tous les associés sont présents ou représentés, ou à défaut, (ii) sur seconde convocation, au minimum cinquante pour cent (50%) des associés sont présents ou représentés lors de l'adoption de cette décision.

Un associé peut se faire représenter à l'assemblée générale par un autre associé.

14.2.1.3. Déroulement de l'assemblée générale des associés

L'assemblée est présidée par le Président, ou, en son absence, par un président de séance désigné par les associés présents ou représentés.

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont mises en délibération à moins que tous les associés participent à l'assemblée générale et décident d'un commun accord de statuer sur d'autres questions.

Les associés peuvent participer à l'assemblée par tout mode de communication approprié (y compris par conférence téléphonique ou visioconférence).

Il est établi, lors de chaque assemblée, une feuille de présence dûment émargée par les associés physiquement présents ou représentés, lors de leur entrée en réunion. L'associé non physiquement présent ou représenté à la réunion, mais participant à cette dernière par tout mode de communication approprié, émarge la feuille de présence par télécopie, par courrier électronique ou par lettre simple. Les pouvoirs des associés représentés et, le cas échéant, les feuilles de présence émargées par les associés non physiquement présents ou représentés à la réunion sont annexées à la feuille de présence. Cette feuille de présence est certifiée exacte par le Président ou, en son absence, par le président de séance désigné par les associés présents ou représentés.

14.2.1.4. Vote

Tout associé a droit de participer aux décisions collectives dès lors que ses actions sont inscrites en compte au jour de l'assemblée ou au jour de l'envoi des pièces requises en vue d'une consultation écrite ou de l'établissement de l'acte exprimant la volonté des associés.

Le droit de vote attaché à chaque action est proportionnel à la quotité du capital qu'elle représente. Chaque action donne droit à une voix.

Pour le calcul de la majorité, il est tenu compte de la totalité des voix disposant du droit de vote. Toute abstention ou absence de sens donné au vote est considérée comme un vote négatif.

14.2.2. Consultation écrite des associés

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé le texte des résolutions proposées, ainsi que tous les documents utiles à leur information.

Les associés disposent d'un délai de sept (7) jours à compter de la date de réception du projet des résolutions pour émettre leur vote par écrit. La réponse est adressée ou déposée par chaque associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

La date de l'adoption des décisions prises par consultation écrite est la date d'expiration du délai de sept (7) jours susvisé.

Article 15 - PROCÈS-VERBAUX

- 15.1.** Les décisions prises par les associés sur consultation écrite seront reproduites dans un procès-verbal signé par le Président et par l'un des associés et consignées par ordre chronologique dans un registre.
- 15.2.** Chaque procès-verbal devra indiquer la date de délibération et, sous chaque résolution, le sens du vote des associés (adoption ou rejet), le nombre de voix obtenues et les éventuelles remarques dont la consignation aura été demandée par l'un des associés.
- 15.3.** Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiés par le Président ou un mandataire dûment habilité à cet effet.
- 15.4.** Après dissolution de la Société, les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations des associés sont signés par le ou les liquidateurs.

TITRE IV **CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ**

Article 16 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ, UN DIRIGEANT OU UN ASSOCIÉ

16.1. Conventions réglementées

- 16.1.1.** Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son président, un directeur général ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10%) ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la

contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, doivent être soumises à l'approbation des associés statuant à la majorité des deux tiers (2/3).

- 16.1.2. Le commissaire aux comptes, ou s'il n'en a pas été désigné un, le Président présente aux associés un rapport sur ces conventions.
- 16.1.3. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective relative à l'approbation des comptes annuels, étant précisé que l'associé intéressé ne prend pas part au vote.
- 16.1.4. Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

16.2. Conventions courantes

La procédure prévue à l'article 16.1 des présents statuts n'est pas applicable aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

16.3. Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit au Président de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique également au conjoint, ascendants et descendants du Président, ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

- 17.1. Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes chargés du contrôle des comptes de la Société.
- 17.2. Sont tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes les sociétés par actions simplifiées qui dépassent, à la clôture d'un exercice social, deux des trois seuils suivants fixés par l'article R. 227-1 du Code de commerce : le total de leur bilan, le montant de leur chiffre d'affaires hors taxe ou le nombre moyen de leurs salariés au cours de l'exercice.
- 17.3. Sont également tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes les sociétés par actions simplifiées qui contrôlent, au sens des II et III de l'article L. 233-16 du Code de commerce, une ou plusieurs sociétés, ou qui sont contrôlées, au sens des mêmes II et III, par une ou plusieurs sociétés.
- 17.4. La nomination d'un commissaire aux comptes peut également être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Article 18 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social a une durée de douze (12) mois qui commence le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice social commencera à la date d'immatriculation de la Société et sera clos le 31 décembre 2016.

Article 19 - INVENTAIRES – COMPTES ET BILAN

- 19.1. Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément aux lois et usages du commerce.
- 19.2. A la clôture de chaque exercice, le Président établit l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, le compte de résultat ainsi que l'annexe complétant et commentant les informations données dans le bilan et le compte de résultat. Il établit également le rapport de gestion sur la situation de la Société pendant l'exercice écoulé.
- 19.3. L'ensemble de ces documents est mis à la disposition des commissaires aux comptes et des associés dans les conditions légales et réglementaires.

Article 20 - DÉTERMINATION, AFFECTATION ET RÉPARTITION DU RÉSULTAT

- 20.1. Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice, fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.
- 20.2. Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est au minimum prélevé cinq pour cent (5%) pour constituer un fonds de réserve dit « réserve légale ». Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième (1/10^{ème}) du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est inférieure au dixième (1/10^{ème}) du capital social.
- 20.3. Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Le bénéfice distribuable peut être mis en réserve ou distribué aux associés à titre de dividendes.
- 20.4. L'associé unique ou, le cas échéant, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition. Dans cette hypothèse, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.
- 20.5. Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou, le cas échéant, aux associés lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital, augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

- 20.6.** Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes, reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices ultérieurs jusqu'à apurement.

Article 21 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

- 21.1.** La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de ce délai par autorisation de justice.
- 21.2.** La distribution d'acomptes sur dividendes est possible à tout moment, dans les conditions légales et réglementaires applicables.

Article 22 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

- 22.1.** Hors les cas de dissolution prévus par les dispositions du Code de commerce, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les présents statuts ou à la suite d'une décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de la collectivité des associés.

- 22.2.** L'associé unique ou, le cas échéant, la collectivité des associés nomme à l'unanimité un ou plusieurs liquidateurs.

Si l'associé unique ou, le cas échéant, les associés n'ont pu nommer un liquidateur, celui-ci est désigné par décision de justice à la demande de tout intéressé, dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Si la dissolution de la Société est prononcée par décision de justice, cette décision désigne un ou plusieurs liquidateurs.

- 22.3.** Le liquidateur représente la Société et il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif.

Il est habilité à payer les créanciers et à répartir ensuite le solde disponible.

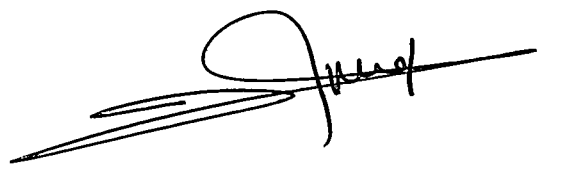
Il ne peut continuer les affaires en cours ou en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation que s'il y a été autorisé, soit par la collectivité des associés, soit par décision de justice s'il a été nommé par la même voie.

- 22.4.** L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre les associés, dans les mêmes proportions que leur participation au capital social.

Article 23 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires liés aux présents statuts sont à la charge de la Société.

Fait à Savigny-sur-Orge
Le 9 octobre 2020

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'J' followed by 'amou' and a horizontal line extending to the right.

Monsieur Nabile JAMOU
Associé Unique